

Un siècle de communisme : des recherches à l'épreuve des archives

Romain Ducoulombier

L'université de Dijon (centre Georges Chevrier), en collaboration avec la Direction des Archives de France (DAF), a organisé un colloque les 4 et 5 octobre 2007, dressant un panorama général de l'état des fonds d'archives relatifs à l'histoire du communisme aujourd'hui. Cette initiative est l'aboutissement d'une campagne de sauvegarde et de promotion des archives du PCF entreprise depuis plusieurs années et qui se poursuit désormais sous la supervision de la DAF. L'ambition du colloque était cependant plus générale : il s'agissait à la fois d'identifier des gisements pionniers pour de futures recherches, et de proposer de nouvelles lectures d'archives accessibles depuis longtemps parfois aux chercheurs. C'est pourquoi il n'a pas cantonné ses travaux aux archives du PCF, mais a livré un intéressant portrait de la multiplicité des lieux de conservation – municipaux, départementaux, nationaux et internationaux – et des fonds désormais disponibles ou en cours de classement. Cette esquisse d'un répertoire d'archives du communisme, cependant, ne peut avoir un sens que si elle est nourrie par une réflexion plus générale à la fois sur le statut de l'archive dans la recherche historique, sur les conditions de sa production et de sa réception, et sur leur exploitation par des recherches en cours, appuyées sur de nouvelles problématiques.

L'histoire universitaire du communisme en France, initiée par les travaux d'Annie Kriegel au début des années 1960, s'est essentiellement déployée jusqu'à l'ouverture des archives de Moscou, dans un contexte de pénurie relative. Depuis le début des années 1990, ces archives nouvelles, malgré la difficulté croissante de leur consultation, ont apporté un matériau neuf et de première main. Un débat intense s'est nourri à propos de leur capacité à révolutionner la recherche sur le communisme. Il faut bien reconnaître en effet que la masse de documents qu'elles ont révélée a contraint les chercheurs à déplacer le centre de gravité de leurs corpus. Ces sources nouvelles et riches n'échappent pourtant ni à la nécessité de la distanciation critique constitutive du métier de l'historien, ni à la confrontation permanente avec d'autres fonds, publics ou privés, et d'autres sources, françaises ou étrangères. Les communications de François David sur la violence communiste dans l'entre-deux-guerres, de Sylvain Boulouque sur l'histoire de la CGTU, d'Alexandre Courban et de Marie-Cécile Bouju sur l'histoire de la presse et de l'édition communistes, de Romain Ducoulombier sur les archives de la scission de 1920 ou encore de Jean Vigreux sur les archives du communisme rural (avec en particulier les fonds du Krestintern, branche « paysanne » du Komintern) ont toutes insisté sur la nécessité de combiner et de confronter la diversité de ces gisements, tant pour échapper à la tentation d'une histoire sensationnaliste que pour renouveler les problématiques classiques héritées d'un demi-siècle d'historiographie. On aurait aimé, de ce point de vue, que le colloque insiste plus qu'il ne l'a fait sur ces nouvelles directions. Le temps limité imparti à un projet d'une telle ampleur l'interdisait sans doute : la publication probable de ses actes devrait, sur ce point, y remédier.

On peut tout de même identifier plusieurs domaines dans lesquels le renouvellement archivistique a significativement accru la compréhension du phénomène communiste : les mécanismes de la prise de décision dans les instances

de direction du parti sont désormais mieux connus grâce à la publication des télégrammes chiffrés à partir du Front populaire (présentés par Serge Wolikow), au dévoilement des parcours biographiques des émissaires de Moscou auprès des partis et des centrales syndicales communistes (comme Andor Bereï en Belgique, présenté par José Gotovitch, ou Adam Witkowski auprès de la CGTU), ou à l'étude des processus de sélection et de promotion des cadres à Paris et à Moscou (dans le prolongement des travaux sur les autobiographies présentés par Claude Pannetier). La mentalité communiste est elle aussi plus directement déchiffrable grâce en particulier à l'ampleur des sources autobiographiques collectées à Moscou à partir du début des années 1930. Le colloque, de ce point de vue, s'est permis une très intéressante incursion dans l'univers des élites communistes internationales, non seulement grâce à un panorama large des archives du premier stalinisme dressé par François-Xavier Nérard, mais également au travers de la présentation par l'historien allemand Bernhard Bayerlein du « journal » de Georges Dimitrov, secrétaire général du Komintern à partir de 1934. D'autres communications sur l'« intellectuel collectif » communiste (Bernard Pudal), sur la figure de l'intellectuel partisan (Frédérique Matonti), sur les instituteurs communistes (Jacques Girault) précisent certains aspects caractéristiques de l'être militant de la période stalinienne et post-stalinienne du PCF. La présentation très stimulante de la bibliothèque de Maurice Thorez, dont les 10 000 volumes, ainsi que les cadeaux reçus par le secrétaire général, sont conservés aux archives départementales d'Ivry, complète cet ensemble. Signalons d'ailleurs que les dédicaces des ouvrages adressés à Maurice Thorez ont été numérisées et mises en ligne sur le site internet dédié à la mise en valeur de cette collection (www.fonds-thorez.ivry94.fr).

L'indexation, la numérisation et la mise à la disponibilité des chercheurs d'archives nouvelles sont d'ailleurs l'un des axes essentiels de la campagne de valorisation des archives du communisme. L'université de Dijon dispose ainsi d'un ensemble non négligeable d'archives de Moscou (en particulier le fonds 533 de la FNJCF – Fédération nationale des jeunesses communistes de France) consultables pour l'instant sur place, bien qu'en cours d'inventaire et d'indexation dans de grandes bases de données. Mais le vœu a été formulé par l'université de Dijon et la DAF de mettre en place à terme, un portail de publication en ligne d'archives de toute nature, afin de les rendre instantanément accessibles aux chercheurs, sans les contraintes que leur impose aujourd'hui l'éclatement géographique des fonds.

Pour l'heure, d'autres gisements prometteurs se sont ouverts sous un format plus classique. Signalons en particulier la présentation par Marion Veyssière du fonds Z4 des Archives nationales (AN), qui renferme les dossiers des Sections spéciales du ministère de l'Intérieur, constituées en 1941 dans le but de réprimer les « menées » communistes et accessoirement anarchistes pendant l'Occupation. Le registre d'arrêt des dossiers qu'il contient est librement communicable, ce qui n'est pas le cas des dossiers personnels toujours soumis, cela va de soi, à dérogation. Les scellés que ces dossiers contiendraient sont, selon Marion Veyssière, d'un exceptionnel intérêt, puisqu'ils renferment en particulier de nombreux documents de propagande, des listes de militants, etc. L'histoire de ces fonds est indissociable de leur exploitation : s'il est du ressort des archivistes de la restituer, il est du devoir des historiens de la prendre en compte. La présentation de la constitution du fonds de la Bibliothèque marxiste de Paris (BMP) par Catherine Bensadek et Danielle Oppetit le confirme tout à fait, puisqu'elle fut conçue par Maurice Thorez, en 1955, à la fois comme une bibliothèque de formation militante et de documentation destinée aux « historiens et



Histoire@Politique. Politique, culture et société

Rubrique « Comptes rendus – colloques ». Mis en ligne le 9 novembre 2007, www.histoire-politique.fr

intellectuels communistes » qui renferme désormais un matériel de propagande rare et précieux, en particulier en brochures progressivement mises en ligne. La valorisation du fonds photographique du journal *L'Humanité* permet enfin de fournir aux historiens, en particulier pour la seconde moitié du XX^e siècle, un vaste fonds de clichés et de reportages qui ouvrent de nouvelles perspectives à une histoire moins classique dans ses approches.